

Les intellectuels en France de J-F. Sirinelli et P. Ory

L'ouvrage a été publié dans sa première édition en 1986, puis augmenté en 2004. Son titre complet est : *Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*. Il porte sur l'histoire intellectuelle de la France et cherche, au travers d'une périodisation politique et d'une étude socioculturelle, à définir le plus finement possible ce qu'est un intellectuel.

[Ne sont abordés dans cette fiche que l'introduction (définitions et cadrage) et les deux derniers chapitres de l'ouvrage, consacrés à la période allant de 1975 à nos jours.]

1. Introduction

Les auteurs proposent une définition de l'intellectuel et fixent l'apparition du mot dans sa forme substantivée à l'affaire Dreyfus en France à la fin du XIX^{ème} siècle.

Le baptême de l'intellectuel : le 13 janvier 1898, dans le journal *l'Aurore*, paraît un article d'Emile Zola, sous la forme d'une lettre ouverte au président de la République Félix Faure. Clemenceau, alors rédacteur en chef du journal, donne comme sous-titre à l'article « J'accuse ... ! ». Ce pamphlet est une réaction à l'acquittement du commandant Esterhazy, le véritable coupable de trahison : Zola considère qu'il y a déni de justice. Peu à peu, deux camps se structurent : les dreyfusards (convaincus de l'innocence du capitaine Dreyfus) et les anti-dreyfusards (convaincus de sa culpabilité). A ce moment de l'affaire, le mot « intellectuel » n'est pas encore employé. Les pétitions regroupent principalement des étudiants, des enseignants et quelques artistes (Anatole France, Marcel Proust, André Gide...).

Le premier à employer le mot « intellectuel » dans le cadre de l'affaire Dreyfus, c'est Clemenceau qui, dès fin janvier 1898 écrit : « n'est-ce pas un signe tous ces intellectuels venus de tous les coins de l'horizon qui se groupent sur une idée ? » L'emploi du mot ne le popularise pas pour autant.

Celui qui l'introduit dans le langage courant appartient au camp adverse, c'est Maurice Barrès : il écrit un article, dans *Le Journal* du 1^{er} février 1898 (tirage beaucoup plus important que *l'Aurore* !), intitulé « La protestation des intellectuels ». Le mot est employé dans un sens péjoratif et sera largement repris.

Sirinelli et Ory font un rapprochement entre les termes « intellectuel » et « avant-garde ». Le terme *intellect* est utilisé dès le milieu du siècle par Ernest Renan et employé dès 1892 par Léon Blum dans *la Revue blanche*. Le mot intellectuel est repris par la droite nationaliste et la notion connaît un vif succès, comme le démontrent les nombreuses études universitaires qu'elle génère dès le début du XX^{ème} siècle : en 1914, Augustin Cartault propose une *Etude psychologique et morale de l'Intellectuel*. Il y souligne le côté complexe et polémique de la notion, fait à la fois d'attraction et de répulsion.

C'est la caractéristique centrale de la notion d'intellectuel : son aspect polémique. Elle est née dans la polémique et s'est structurée autour d'un débat vérité/erreur et bien/mal.

Pourtant, les auteurs donnent deux acceptions du mot intellectuel :

- une large, sociale, professionnelle, incarnée par ceux qui ont signé la pétition parue dans *l'Aurore* (la profession d'intellectuel)
- une plus restreinte, idéologique et critique, incarnée par ceux qui ont réagi à la parution de la dite pétition (la vocation d'intellectuel).

Sirinelli et Ory refusent les deux acceptions, qu'ils jugent trop caricaturales et proposent une troisième voie pour approcher une définition plus juste : la catégorie.

La catégorie : la première définition qu'ils proposent est sociologique. Elle revient à dire que l'intellectuel se définit par sa formation, sa fonction sociale. Cela correspond peu ou prou à la définition que propose Raymond Aron. Mais de quelles fonctions parle-t-on ?

Pour les auteurs, cela va au-delà du cercle des arts et lettres et des sciences sociales, et englobe la sphère de la *médiation* : information et éducation.

Mais la faiblesse de cette première proposition est qu'elle est extensive et donc pas assez précise (*intelligent* en russe signifie diplômé, cela fait décidément trop de monde). L'affaire Dreyfus permet de préciser les choses et de définir un critère rigoureux constitutif de l'intellectuel : **ce dernier ne se définit pas par ce qu'il est, mais par ce qu'il fait**. C'est son intervention dans la sphère politique, sa place dans le débat de la Cité qui le caractérise.

Dès lors, on peut dire que l'intellectuel n'est pas celui qui pense, mais celui qui communique une pensée : par influence, pétitions, tribunes, essais, traités... C'est un manipulateur de concepts abstraits. Son terrain d'intervention concerne les valeurs. Il se caractérise par sa force de conviction, qui lui confère une autorité.

Cette définition de l'intellectuel est cependant restrictive : il ne serait qu'un missionnaire, une personne éclairée au milieu des autres. Elle correspond à la définition que donne Julien Benda¹ de l'intellectuel : un clerc, un homme attaché aux idées abstraites et détaché du concret (de l'immédiat), un individu qui fait preuve « d'intransigeance sur les principes » mais qui n'a pas de « passion conjoncturelle ». C'est une vision radicale, dans laquelle l'intellectuel est l'incarnation de l'esprit critique, juge de son temps. En résumé, la figure de « l'empêcheur de tourner en rond », qui ne peut penser que contre l'ordre établi, à rebours de la société.

Ory et Sirinelli refusent de réduire l'intellectuel à l'intelligence critique et à la contestation pure de l'ordre. Ils en donnent la définition suivante : « un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie ». Être intellectuel ne serait donc réductible ni à une

¹ Julien Benda, *La trahison des clercs*, 1927

catégorie sociale ou socioprofessionnelle, ni à une simple posture. **C'est un statut, animé d'une volonté individuelle, dans un but collectif.**

Il existe bien une société intellectuelle, mais elle est hétérogène, de par les idées différentes des individus qui la composent.

L'espace et le temps : les auteurs posent la question de savoir si l'emploi du terme intellectuel, appliqué à des périodes antérieures à l'apparition du mot, est anachronique ? Plus largement, peut-on situer de manière exclusive la notion dans le temps (fin XIX^{ème} – XX^{ème}) et l'espace (la France) ? Jacques Le Goff a publié *Les intellectuels au Moyen-âge* en 1957. Le titre de son ouvrage avait été jugé comme une audace à cette époque. Depuis, des publications du même type ont vu le jour, notamment à l'étranger.

La thèse fréquemment soutenue est que le concept d'intellectuel serait franco-français, intraduisible et inexportable. Pour les auteurs, cela est faux : il est présent dans d'autres pays. Une vérité : l'acception reconnue aujourd'hui est bien née dans la France du XIX^{ème} siècle.

Pourquoi a-t-il été inventé en France et à ce moment-là ? Il faut y voir ici trois raisons :

- une politique précoce de justification du pouvoir par le clerc
- une société libérale qui a développé de nouvelles communautés (enseignants, artistes) affranchies de l'influence politique et où l'instruction se développe
- une époque de stabilisation de la démocratie (libertés républicaines).

2. Chapitre XI : 1975 – 1989. Le grand tournant

C'est à cette période que commence à être remis en cause le rôle et la place des intellectuels dans notre société. On parle assez souvent de « silence des intellectuels » pendant ces années, de crise et de déclin.

Pour les auteurs, il s'agit d'une crise de l'image des intellectuels, doublée d'une crise idéologique (avec l'effondrement du bloc soviétique à la fin des années 1980).

Pourquoi choisir la date de 1975 ? Parce qu'elle correspond à la chute de Saïgon et à la diffusion assez massive du livre d'Alexandre Soljenitsyne *L'Archipel du Goulag*, ouvrage qui provoque de vives réactions parmi les intellectuels français.

Crise de parole : c'est la fin d'une génération. On assiste au décès de nombreux intellectuels : Sartre et Barthes en 1980, Lacan en 1981, Aron en 1983, Foucault en 1984. Ces disparitions sont pour certaines accompagnées de critiques négatives, certains disciples prenant leurs distances avec le maître disparu. Plus généralement, on observe une mise en retrait des intellectuels et un repli de leurs ambitions civiques. L'espace public se vide. Les auteurs mentionnent la revue *Critique*, qui titre en 1979 sur « Le comble du vide » ou encore la publication en 1982 de *L'ère du vide* par Gilles Lipovetsky, qui fait le diagnostic de la disparition de la notion d'avant-garde.

La crise de parole des intellectuels touche principalement la gauche (cf. victoire de la gauche aux présidentielles de 1981) : la presse s'en fait l'écho, notamment *le Monde* qui souligne en décembre 1981, sous la plume de Jean-Denis Bredin, une « véritable atonie de la pensée de gauche ». Max Gallo fait un constat identique en

juillet 1983, dans les colonnes du même journal : « il faut inventer, et comment le faire sans les intellectuels ? »²

Jean Baudrillard, lui, commente le silence des intellectuels comme étant la fin d'un modèle humain de représentation collective et annonce leur disparition.

La remise en question profonde de la légitimité des intellectuels durant cette période s'explique, au moins en partie, par le soupçon de complicité avec les réseaux du pouvoir.

Critique sociologique des intellectuels : en 1981, Hervé Hamon et Patrick Rotman publient *Les Intellocrates*, ouvrage qui propose une critique ouverte des sphères d'influence et de l'artifice du monde intellectuel français. Serge Quadrupiani publie *Les infortunes de la vérité*³, dans lequel il dénonce les mensonges et l'opportunisme politique des intellectuels.

Deux auteurs incontournables vont faire porter leurs études sur les intellectuels et apporter de l'eau au moulin de la critique : Régis Debray et Pierre Bourdieu.

Pierre Bourdieu⁴ s'interroge sur le fonctionnement de la société intellectuelle et met en lumière les rapports de domination et les stratégies de pouvoir qui la gouvernent.

Régis Debray⁵ invente la formule de *médiologie*, qui est une théorie des médiations techniques et institutionnelles de la culture. Selon lui, les intellectuels ne sont que des acteurs culturels parmi d'autres.

Ces deux auteurs contribuent, par leurs travaux, à relativiser la place des intellectuels dans la société. François de Negroni⁶ soutient, quant à lui, **que les intellectuels sont désormais soumis à la médiocratie**, à la dictature des médias : il analyse le passage du statut d'intellectuel à celui de « vedette » comme un avilissement, comme la perte de la fonction créatrice des intellectuels au profit d'un simple rôle de commentateur.

On assiste, durant cette période, à la structuration de deux pôles de référence qui revendiquent une position dominante dans la nouvelle conjoncture intellectuelle : ceux que l'on a appelé les « Nouveaux Philosophes » d'une part, et un courant désigné *Nouvelle Droite* d'autre part.

La structuration du groupe des « Nouveaux philosophes » remonte au milieu des années 1970 et s'inscrit dans la publication de *l'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne. On a déjà insisté sur l'impact qu'avait eu ce livre parmi les intellectuels français. A la suite de cet événement, André Glucksmann publie « Le marxisme rend sourd » dans le *Nouvel Observateur* du 4 mars 1974.

Un groupe (éphémère) se constitue autour d'intellectuels comme Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, Christian Jambet, Guy Lardreau ou encore Jean-Paul Dollé. Ces derniers adoptent une position radicalement antimarxiste et provoquent un changement de cap d'une grande partie de *l'intelligentsia* française. De nombreux commentateurs y verront un simple retournement de veste (Guillebaud dit, à l'époque, que les intellectuels français ont « changé de cap comme un banc de daurades »)⁷.

² Max Gallo, « Les intellectuels, la politique, la modernité » in *Le Monde*, 26 juillet 1983

³ Le sous-titre de l'ouvrage est « Mensonges, erreurs et reniements politiques chez les intellectuels français de 1934 à nos jours »

⁴ Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, 1984

⁵ Régis Debray, *Le pouvoir intellectuel en France*, 1979

⁶ François de Negroni, *Le savoir-vivre intellectuel*, 1985

⁷ Jean-Claude Guillebaud, *Les années orphelines*, 1978

La nouvelle philosophie concentre ses critiques sur les « modèles marxistes de substitution » que sont Cuba, la Chine d'après Mao ou encore l'espace indochinois [la dictature Khmer notamment].

La « Nouvelle Droite » s'est constituée autour du GRECE [Groupe de recherches et d'études sur la civilisation européenne] et se caractérise par une forme d'élitisme assez marquée. Elle exalte les différences éthiques et culturelles entre civilisations et propose une hiérarchisation des cultures, tout en renvoyant dos à dos communisme et libéralisme. Son chef de file est Alain de Benoist. Les organes de presse qui servent à diffuser ses idées sont la revue *Éléments* et *Nouvelle Ecole*.

Ce mouvement a eu un impact important sur la pensée de droite de l'époque et a beaucoup influencé les hommes politiques de droite. Toutefois, ce courant ne parvient pas à renverser l'hégémonie intellectuelle qui s'est installée dans les pas de la « Nouvelle Philosophie » dans le courant des années 1980 : affirmation des postulats libéraux, par la mise en avant des grandes œuvres libérales présentes ou passées [Aron, Tocqueville] ; lutte contre le marxisme, soulignée par la multiplication des publications consacrées à la remise en cause de l'idéal communiste et des postulats marxistes.

Il faut noter enfin que la « Nouvelle Philosophie » n'a jamais eu d'unité au-delà de la critique du marxisme. Elle explose rapidement et se scinde en deux courants : l'un prend parti pour le libéralisme, l'autre pour la social-démocratie.

Explication politique : les intellectuels n'auraient pas été silencieux durant les années 1980, mais moins écoutés. Pourquoi ? Parce que le comportement des intellectuels a changé : il se caractérise désormais par l'urgence de l'instantanéité, la précipitation, le manque de recul par rapport à l'actualité. Certains attribuent la remise en cause des intellectuels à l'arrivée de la gauche au pouvoir : une partie des intellectuels aurait été aspirée par la sphère institutionnelle. Il faut toutefois noter que certains intellectuels continuent à formuler des critiques à l'encontre du pouvoir et à participer aux débats de société : Max Gallo, Jacques Attali, Régis Debray. C'est également le moment d'un foisonnement des publications de droite pour commenter et s'opposer au pouvoir politique et intellectuel de gauche.

La formulation de cette thèse permet de revenir sur la définition de l'intellectuel : Philippe Sollers⁸ écrit « les intellectuels sont dans l'opposition. Par définition. Par principe. Par nécessité physique. Par jeu. » Jean Baudrillard, lui, considère qu'il est inconcevable de jouer un rôle institutionnel tout en ayant une activité de pensée. La position de Sollers doit être relativisée, car la gauche au pouvoir a bel et bien bénéficié du soutien d'une partie des intellectuels français.

Explication économique et culturelle : les crises économiques des années 1970 frappent les deux idéologies alors dominantes, le marxisme gauchiste d'une part, le libéralisme-keynésianisme d'autre part. La crise accroît l'incertitude intellectuelle. André Gorz écrit alors : « à la différence des précédentes, la crise présente n'annonce rien ».

⁸ Philippe Sollers, Revue *L'Infini*, 1983

La crise économique provoque également une crise culturelle, qui frappe :

- l'Université
- les sciences sociales
- une conception littéraire de la culture.

C'est l'époque de la remise en cause de la culture classique, dite « livresque », ainsi que le moment d'une rénovation pédagogique dans le sillage de Mai 68. Les années 1970-1980 voient également l'atomisation des sciences sociales [sociologie, anthropologie, sciences politiques, psychologie...] et la perte de prestige de l'ENS au profit de l'ENA.

Enfin, on peut donner comme trait dominant de cette période la désaffection progressive de la société française pour les *interprétations totalisantes*.

Périodisation de l'Histoire intellectuelle : les auteurs distinguent trois périodes de l'histoire intellectuelle depuis les années 1960 jusqu'à l'effondrement du bloc soviétique [1989-1991].

- Du début des années 1960 au milieu des années 1970 : c'est une époque caractérisée par une forme de radicalisme dans les idées. Dominent alors le marxisme, le structuralisme et le questionnement de la société par la psychanalyse.
- De l'apparition de la Nouvelle Philosophie [milieu 1970] jusqu'au milieu des années 1980 : cette période voit un retournement complet de l'objet d'étude des intellectuels. Le sujet de l'Histoire n'est plus le prolétariat, mais bien l'individu occidental. Les thèses radicales des années précédentes sont systématiquement relativisées.
- Du milieu des années 1980 au début des années 1990 : c'est le grand tournant. La chute du mur de Berlin [et ses prémices], suivie de l'effondrement du bloc soviétique provoque une évolution durable du rôle et de la place des intellectuels dans la société française. De prescripteurs, ils deviennent observateurs. Une nouvelle génération « civique et démocratique », dominée par la réhabilitation de la philosophie politique, [François Furet, René Rémond, Luc Ferry, Alain Renaut] occupe le devant de la scène. Cette période est également marquée par l'expression d'une profonde inquiétude identitaire, comme le soulignent les nombreuses publications qui voient le jour alors : Braudel écrit *L'identité de la France* en 1986, Finkielkraut *La défaite de la pensée* en 1987. Enfin, Marc Fumaroli écrit *L'Etat culturel* en 1991, mettant en valeur une « crise de la culture ».

Conclusion du chapitre : Ory et Sirinelli insistent sur la nécessité de relativiser la « crise des idéologies », perçue par certains comme une défaite de la pensée [voir Finkielkraut] ou même comme annonçant la « fin de l'Histoire » [Francis Fukuyama].

Ils attribuent la crise d'identité des intellectuels à la difficulté qu'ont eu certains à se positionner face aux bouleversements qu'a connu le monde entre 1970 et 1990. Ils

soulignent également l'évolution du débat intellectuel vers plus de modération : c'est la thèse d'une « République du centre⁹ », défendue par Furet, Julliard et Rosanvallon.

3. Chapitre XII : Les années 1990. Renaissance ou métamorphose ?

Bernard-Henri Lévy¹⁰ pose la question, dès la fin des années 1980, de la disparition possible des intellectuels à l'horizon de l'an 2000 : il se demande alors si, les dictionnaires n'écritont pas, à l'article « intellectuels » : « catégorie sociale morte à la fin du XX^{ème} siècle ». Ce questionnement traduit une crise d'identité des intellectuels et un sentiment fort de dépossession d'une partie du rôle qui était le leur jusqu'alors.

Mais des événements extérieurs ramènent les intellectuels à l'engagement au début des années 1990 :

- La guerre du Golfe
- L'éclatement de la Yougoslavie [une liste est présentée par des intellectuels aux élections européennes de 1994¹¹]

Puis la politique intérieure de la France provoque une prise de position des intellectuels, notamment le « Plan Juppé » sur la sécurité sociale [signature de pétitions de soutien et d'opposition].

Ce qu'il faut noter, c'est le changement du **vecteur** d'expression : c'est le passage décrit par Debray¹² de la *graphosphère* à la *vidéosphère* et à l'*hypersphère*. L'ancienne génération d'intellectuels maniait le verbe écrit. De plus en plus d'intellectuels d'aujourd'hui occupent la scène médiatique [télévision, radio, internet].

⁹ Furet, Julliard, Rosanvallon, *La République du centre*, 1988

¹⁰ Bernard-Henri Lévy, *Eloge des intellectuels*, 1987

¹¹ La liste pour Sarajevo

¹² Voir son *Cours de médiologie générale*